

Benjamin Netanyahu pourra mettre le grappin sur un tiers des territoires occupés de Cisjordanie dès le 1^{er} juillet,

L'ANNEXION DE

« THIERRY JACOLET

Proche-Orient » Donald Trump lui a offert un tiers de la Cisjordanie sur un plateau le 28 janvier dernier. Le « plan de paix » au Proche-Orient du président américain pourrait pourtant virer au cadeau empoisonné pour Benjamin Netanyahu. A partir du 1^{er} juillet, le premier ministre israélien va pouvoir lancer l'opération sur des pans de territoires occupés, au risque de déstabiliser la région. Le plan Trump ou l'annexion de tous les dangers.

1 Que se passera-t-il le 1^{er} juillet?

Benjamin Netanyahu a rendez-vous avec l'histoire dès le 1^{er} juillet. Le premier ministre israélien devrait déclarer mercredi son projet de loi mettant en œuvre l'annexion unilatérale prévue par le plan de paix américain pour le Proche-Orient. Une sorte de testament politique. « Il veut laisser son nom dans l'histoire de la droite israélienne comme celui qui a été le seul premier ministre à avoir annexé les territoires occupés », observe Denis Charbit, professeur de sciences politiques à l'Open University d'Israël, à Raanana, près de Tel-Aviv. « Ce qui compte pour Israël, ce n'est pas seulement l'annexion, mais aussi la reconnaissance de l'annexion par les Américains. »

2 Comment le plan sera-t-il appliqué?

Donald Trump a remis la partition à suivre. A Benjamin Netanyahu de faire son récita. Vaut-il suivre à la lettre le document? Ou y mettre plus d'intensité même s'il y aura quelques fausses notes? Tous les scénarios sont possibles. L'option maximaliste d'abord: le chef du Gouvernement israélien imprime sur le terrain la carte dessinée par Jared Kushner, le gendre du président américain, qui a incorporé 30% de la Cisjordanie. Dans ce territoire occupé depuis la guerre des Six Jours en 1967 cohabitent 450 000 colons et près de 2,8 millions de Palestiniens. Netanyahu mettrait en même temps le grappin sur la stratégie vallée du Jourdain.

L'annexion en douceur, un découpage au scalpel et par étapes, semble le scénario le plus réaliste. « Les premières salves pourraient être dirigées contre les grandes colonies près d'Israël, telles qu'Ariel, Maale Adoumin ou Goush Etzion », détaille Denis Charbit. « L'annexion la moins risquée serait ainsi d'annexer des implantations déjà existantes, là où ne vivent pas les Palestiniens. Mais comme il n'est pas exclu que Netanyahu prépare de nouvelles élections en 2021, on peut croire aussi à un geste assez significatif en dépit de l'opposition. »

Pour l'heure, la stratégie reste floue. « Personne n'en sait rien », reconnaît Jean-Paul Chagnollaude, président de l'Institut de recherche et d'études Médi-

terranée Moyen-Orient (IREM-MO), à Paris. « Netanyahu ne va certainement pas précipiter les choses, vu qu'il est dans une situation difficile. Je serais étonné d'une annexion globale de la vallée du Jourdain par exemple. Il y aura probablement un acte symbolique pour ne pas perdre la face. » La fenêtre de tir est toutefois étroite: son principal allié Donald Trump pourrait voir son bail à la Maison-Blanche s'achever après l'élection présidentielle du 3 novembre.

3 Quelle réaction des Palestiniens?

Ce plan est « une solution réaliste à deux Etats ». Parole de Donald Trump. Mais que vaut la promesse d'un ancien homme d'affaires erratique et imprévisible dont les intérêts personnels guident sa politique étrangère? « Si pour Trump, il n'y a pas d'annexion sans Etat palestinien, il tient à la dissociation entre les deux: ils n'ont pas la même importance selon lui, considère Denis Charbit. Le plan dit qu'Israël est autorisé à annexer et qu'ensuite seulement la création de l'Etat palestinien sera discutée. »

« Il y a un risque de déstabilisation totale »

Jean-Paul Chagnollaude

Impossible de faire avaler de force une si grosse pilule aux Palestiniens qui ont répliqué, en balançant les vieilles rengaines, à commencer par la menace de saborder l'Autorité palestinienne (AP), ce qui plongerait les territoires occupés dans le chaos. Dans l'intervalle, elle a dénoncé le 20 mai tous les accords signés avec les Etats-Unis et Israël, y compris ceux liés à la sécurité. Cette annexion unilatérale est un crime, de l'avis de son chef Mahmoud Abbas qui avait refusé de venir à la table de négociation du plan.

4 Quelles conséquences?

Nombreux sont les observateurs à redouter des réactions en chaîne sur lesquelles Israël n'aurait pas de contrôle. « A terme, il y a un risque de déstabilisation totale dans la région ou dans les territoires occupés avec des effets en cascade », affirme Jean-Paul Chagnollaude, coauteur d'*Israël face à Israël*. (Ed. Autrement, 2018). Et le risque d'embrasement en Cisjordanie ou à Gaza? Efraïm Inbar n'y croit pas: « Les Palestiniens sont fatigués du conflit et comprennent la puissance militaire supérieure d'Israël », décoche le président de l'Institut de Jérusalem pour la stratégie et la sécurité (JISS). « Il pourrait y avoir un prix à payer pour étendre la souveraineté israélienne à certaines parties de la Judée-Samarie (la Cisjordanie, ndlr). Mais comme cela concerne des zones d'une



Plan de partage de l'ONU (1947) Territoire du mandat britannique



Keystone-ATS, Source: APA

* avec les colonies israéliennes illégales



En janvier dernier, Donald Trump dévoilait son plan prévoyant qu'Israël annexe près

UNE DÉMARCHE LOIN DE FAIRE L'UNANIMITÉ EN ISRAËL

Le boulevard ouvert en janvier par Donald Trump vers la Cisjordanie est plus caillouteux que prévu pour Benjamin Netanyahu. « Les obstacles se sont accumulés », estime Jean-Paul Chagnollaude, président de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREM-MO), à Paris. « Cela ne se déroule certainement pas comme il l'espère. Il y a énormément de pression sur le gouvernement au niveau international. Il risque gros, notamment vis-à-vis du monde arabe avec lequel il y avait de multiples rapprochements. Il y a donc beaucoup de raisons qui pousseraient à ne pas annexer. »

Même en Israël, cette annexion est loin de faire l'unanimité. Selon des sondages parus en mai, la moitié, voire seulement le quart des Israéliens y seraient favorables. « Ils ont aujourd'hui

d'autres inquiétudes pressantes, comme d'en finir avec la crise sanitaire et économique qui frappe le pays », estime Jean-Paul Chagnollaude.

Sur la scène politique, le rêve de la droite israélienne se heurte à l'extrême droite et à une partie de la gauche.

« L'opposition met surtout en garde Israël contre les conséquences de l'annexion », observe Denis Charbit, professeur de sciences politiques à l'Open University d'Israël, à Raanana. Elle ne dit pas clairement qu'elle est opposée à ce projet mais qu'elle craint des effets désastreux sur le plan sécuritaire et diplomatique. L'objection principale vise une extension du territoire israélien sans accord préalable avec les Palestiniens. L'autre grande objection, à la droite de Netanyahu, c'est l'engagement pris par Israël

d'admettre le principe même d'un Etat palestinien. Les dégâts collatéraux au niveau sécuritaire? C'est ce que craignent aussi de nombreux anciens généraux et officiers de haut rang et des services de sécurité.

Cette opposition intérieure ne suffit pas à freiner les velléités de Benjamin Netanyahu. Malgré ses déboires judiciaires et le million de chômeurs, le chef du Likoud arrive en position de force, selon Denis Charbit. Il n'est plus le dirigeant d'un gouvernement intérimaire, mais d'un gouvernement d'union nationale dont il partage la cabine de pilotage depuis avril avec son ex-rival, Benny Gantz, qui ne veut pas se mettre en travers de l'annexion. Après seize mois et trois élections législatives sans vainqueur, le duo a mis fin à la crise politique. Il en reste deux autres. TJ

conformément au plan de Donald Trump. Tiendra-t-il compte des menaces croissantes dans la région?

TOUS LES DANGERS



d'un tiers de la Cisjordanie (en haut à gauche), rendant la création d'un Etat palestinien viable presque impossible. Keystone

«UN ETAT VIABLE PRESQUE IMPOSSIBLE»

Pour Marcelo Kohen, professeur de droit international à l'Institut des hautes études internationales et de développement (IHEID), à Genève, le plan de paix américain au Proche-Orient douche les espoirs des Palestiniens de créer un Etat viable.

Cette annexion unilatérale est-elle légale au regard du droit international?

Marcelo Kohen: Non, elle est illicite pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'Israël s'est emparé de ces territoires lors de la guerre des Six Jours en 1967 et les occupe depuis. Le droit international prohibe l'acquisition de territoires par la force. Ces territoires sont considérés par la communauté internationale comme un espace dans lequel le peuple palestinien a droit à l'autodétermination. Donc, il s'agit d'une atteinte à l'intégrité territoriale du peuple palestinien.

Et les autres raisons?

Cela concerne un territoire occupé. Par définition, l'occupation est contraire à l'annexion unilatérale. Benyamin Netanyahu contrôle la Cisjordanie, mais cela ne veut pas dire qu'il a le droit de l'annexer. Le Gouvernement israélien lui-même parle de la Cisjordanie comme d'un «territoire contesté». S'il y a un territoire contesté, c'est parce qu'il y a un différend. Donc, l'une des parties ne peut pas imposer unilatéralement sa position à l'autre. Il faut un accord pour cela.

Les accords d'Oslo de 1993 prévoyaient que la question des frontières serait réglée par un accord. Que reste-t-il d'Oslo avec le plan de Donald Trump?

Ces accords n'ont pas encore été dénoncés par les Palestiniens ni par les Israéliens. Donc, ils sont toujours en vigueur, même si les délais prévus pour le règlement des questions, y compris celle des frontières, sont largement dépassés. C'est une autre

raison pour dire que l'annexion est illicite. Il y a des aspects des accords d'Oslo sur lesquels on ne peut pas revenir en arrière. La reconnaissance mutuelle, les questions pendantes (frontières, Jérusalem, réfugiés, colonies, ressources naturelles, sécurité) et le besoin de ne pas les régler de manière unilatérale sont des acquis d'Oslo.

Quel sera le statut des Palestiniens annexés?

Malheureusement, cette annexion est une consécration de la politique de ségrégation appliquée déjà en Cisjordanie. Une annexion totale impliquerait, soit le besoin d'octroyer la nationalité israélienne à toute la population palestinienne y habitant, créant ainsi un potentiel danger de voir cette population devenir majoritaire dans l'Etat juif, soit le choix de ne pas lui accorder la nationalité, ce qui nierait les droits civils et politiques à la population palestinienne et impliquerait une discrimination flagrante. La même question se posera à l'égard de la population palestinienne qui se trouvera dans la partie de la Cisjordanie que l'on veut annexer.

L'annexion met-elle fin à l'espoir d'une véritable solution à deux Etats?

La possibilité pour les Palestiniens d'avoir un Etat viable devient presque impossible. Il s'agirait d'un Etat éparpillé en petites enclaves totalement entouré de territoires prétendument israéliens. Toutefois, la voie des deux Etats coexistant en paix demeure la seule solution réaliste et possible du conflit. L'accord de Genève, préparé par des anciens négociateurs israéliens et palestiniens, offre le cadre adéquat pour régler toutes les questions, y compris les frontières. La communauté internationale a une responsabilité directe sur le sort du territoire palestinien. >> THIERRY JACOLET



PUBLICITÉ

BENU

Bien meilleurs pharmaciens que publicitaires

PROTECTION SOLAIRE

SUR BENU.CH OU EN PHARMACIE

JUSQU'À
32%

BIODERMA
LABORATOIRE DERMATOLOGIQUE

Daylong™

LA ROCHE-POSAY
LABORATOIRE DERMATOLOGIQUE

ISISPHARMA
DERMATOLOGIE

EAU THERMALE
Avène

Offres valables du 1^{er} au 30 juin 2020. Dans la limite des stocks disponibles, non cumulable avec d'autres offres ou avantages. Sous réserve de modification des prix.

benu.ch